

# Dans les coulisses des prises d'otages - Épisode 1/4

## En 1988, l'assaut sanglant de la grotte d'Ouvéa et le double jeu de François Mitterrand

Jacques Follorou

Le Monde, 7 juillet 2026

**« Dans les coulisses des prises d'otages » (1/4). En avril 1988, en pleine présidentielle opposant le président à son premier ministre, Jacques Chirac, des gendarmes sont séquestrés à Gossanah, en Nouvelle-Calédonie. L'assaut ordonné par le gouvernement fera 25 morts, alors qu'une sortie de crise venait d'être négociée entre les émissaires du chef de l'Etat et les indépendantistes kanak, révèle « Le Monde ».**

l'assaut de la grotte de Gossanah, dans le nord de l'île d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie. La veille, les autorités ont ordonné à près de 80 commandos de libérer par la force vingt-trois otages, la plupart gendarmes, détenus dans un lieu inexpugnable au cœur d'une intense végétation. Les combats ont été acharnés. Résultat: dix-neuf Kanak indépendantistes, deux militaires et quatre gendarmes ont perdu la vie, au terme d'un événement où la logique du pire l'a emporté.

Le 6 mai 1988, à deux jours du second tour de l'élection présidentielle opposant François Mitterrand, président socialiste sortant, et Jacques Chirac, son premier ministre (Rassemblement pour la République), la France apprend l'issue sanglante de

Tout a débuté le 22 avril. Ce qui devait être une simple occupation de la gendarmerie de Fayaoué, dans le centre d'Ouvéa, et une prise d'otages sans violence a viré au cauchemar. Depuis 1981, la brigade avait déjà été investie à deux reprises. Le dra-

peau kanak avait été hissé à la place des couleurs tricolores, mais cela était resté bon enfant et avait donné lieu à une harangue sur l'indépendance et les injustices causées par la France. Les autorités avaient mis en demeure les assaillants au nom de la légalité républicaine, et l'affaire s'était terminée à l'amiable. Mais, cette fois-ci, tout a dérapé. Une trentaine de gendarmes mobiles, venus, le temps des élections, épauler leurs collègues de la territoriale, ont résisté en voulant faire respecter la loi. Quatre d'entre eux ont perdu la vie. Une quinzaine ont été conduits dans la grotte de Gossanah. Le gâchis est immense.

Vampirisée par l'enjeu de la présidentielle au sortir d'une cohabitation houleuse et d'une détérioration des relations entre pro-indépendantistes et anti-indépendantistes en Nouvelle-Calédonie, cette crise est le prix du jusqu'au-boutisme. Celui des chefs militaires et du gouvernement, qui ont fait de cette affaire un symbole d'autorité et un argument de campagne électorale, et celui des dirigeants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), qui ont cru, à tort, pouvoir infléchir la position de Paris en utilisant les otages comme levier politique.

Officiellement, le recours à la force est le fruit de négociations avortées face aux exigences exorbitantes du FLNKS. Près de quarante ans plus tard, il s'avère que tout n'a pas été dé-

voilé sur ce drame. Car, le 5 mai 1988, alors que le pouvoir s'apprête à lancer le GIGN – l'unité d'intervention d'élite de la gendarmerie –, le « 11e choc » – un régiment utilisé par la DGSE, les services secrets français – et le commando Hubert de la marine, l'affaire a trouvé une issue pacifique depuis la veille. Le même François Mitterrand qui a donné, le 3 mai, au gouvernement Chirac son accord pour l'assaut a validé, le 4 mai, le plan de sortie négociée concocté par Edgard Pisani, son conseiller pour la Nouvelle-Calédonie, et le FLNKS, en relation avec le chef d'état-major particulier du chef de l'Etat.

Selon les archives de l'Elysée auxquelles *Le Monde* a eu accès de manière inédite, Edgard Pisani et son équipe ont finalisé, à partir du 2 mai, la libération des otages en liaison avec Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, les deux leaders du FLNKS, par le biais, notamment, de leur représentant à Paris, Jimmy Ouneï, responsable de l'Association des Canaques en France. Malgré une cohabitation tendue privant l'Elysée de droit de regard sur les affaires courantes, Edgard Pisani et ses experts disposaient de leurs propres canaux d'information sur la Nouvelle-Calédonie.

## « L'état d'esprit est à la sérénité »

Une note de deux pages à en-tête de la présidence de la République, adressée à Edgard Pisani, le 3 mai 1988, et signée par Patrick Ferin, l'un de ses collaborateurs, intitulée « Note pour le ministre », résume l'état des discussions avec Jimmy Ouneï, qu'il a vu le matin même. « *Dans les rangs indépendantistes, que ce soit chez les militants ou les dirigeants et même semble-t-il chez les ravisseurs, l'état d'esprit est à la sérénité. Aucun énervement, aucune impatience d'aboutir à marche forcée (...). Le potentiel de confiance manifesté à votre égard est très important. L'espoir est grand de parvenir à des solutions convenables dans un délai bref.* »

Patrick Ferin précise que, si le FLNKS affiche toujours, officiellement, quatre exigences – un médiateur, le retrait des forces armées des îles Loyauté, l'annulation des élections régionales (organisées le même jour que la présidentielle) et l'ouverture de négociations sur un scrutin d'autodétermination –, ses attentes réelles sont plus modestes. « *La réalité de ce qui entrerait dans l'assiette des négociations, écrit Patrick Ferin, est un peu différente.* »

Il assure que « *la demande d'un médiateur est un préalable absolu* », mais cela constitue le seul point sur

lequel les indépendantistes ne transigent pas. La question des forces armées et celle des élections régionales ne sont plus mentionnées, et même l'ouverture de négociations sur le statut de la Nouvelle-Calédonie est reportée. Patrick Ferin indique qu'il ne reste plus que « *quelques points durs* » : « *Le sort réservé aux ravisseurs, les solutions à trouver pour ceux qui ont été arrêtés durant les événements et se trouvent en détention au camp est.* »

Le 4 mai au matin, Jimmy Ouneï a transmis à l'Élysée les revendications kanak en matière de poursuites judiciaires. Le soir, les négociations sont terminées et François Mitterrand donne son accord, à 18 heures, au plan Pisani. Le chef de l'Etat pose une seule condition : la libération des otages et le transfert des ravisseurs vers Paris ne doivent se faire que le 9 mai, le lendemain de l'élection présidentielle.

Une note dactylographiée, intitulée « Nouvelle-Calédonie, Calendrier », fixe les modalités techniques, judiciaires et politiques de la sortie de crise entre le 5 et le 10 mai 1988. Elle définit également l'agenda daté d'un futur délégué en mission du gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie, qui sera chargé d'évaluer et de proposer un nouveau statut pour le territoire. Avec le décalage horaire, nous sommes déjà le 5 mai en Nouvelle-Calédonie, à quelques heures du lan-

cement d'un assaut qui peut encore être annulé.

## Accord in extremis

Les ordres de mission du plan Pisani à en-tête de l'Elysée sont rédigés, les plans de vol, arrêtés. Toutes les autorités de l'Etat doivent être mobilisées pour le mener à bien. Dès le 5 mai, le chef d'état-major des armées, Maurice Schmitt, celui-là même qui supervise l'opération militaire contre la grotte, doit rencontrer le président de la République pour assurer la sécurité du plan Pisani. Le 6 mai, deux délégations de négociateurs doivent partir de Paris pour Sydney, via Londres et Rome. Dès la libération des otages, le 9 mai au matin, un avion de transport militaire Transall s'envolera directement d'Ouvéa pour Sydney avec l'ensemble des ravisseurs à son bord. En Australie, un avion militaire décollera à midi pour Paris, où l'arrivée est fixée à 6 heures du matin, le 10 mai 1988. Les preneurs d'otages doivent être incarcérés et poursuivis judiciairement dans le cadre d'une procédure criminelle.

Cet accord in extremis survient après l'échec de la négociation menée par le chef du GIGN, Philippe Legorjus, auquel le FLNKS avait fini par répondre, le 28 avril 1988, qu'« une des conditions posées pour la libération des personnes retenues est la

nomination d'un médiateur nommé conjointement par le premier ministre et le président de la République (...) et non avec un gendarme quel qu'il soit ». La tentative de médiation de l'évêque de Nouméa, Mgr Calvet, a également tourné court. Et la proposition, le 1er mai, faite par l'équipe Pisani à Matignon de nommer Roger Leray, ex-grand maître du Grand Orient de France, l'une des principales loges maçonniques du pays, est restée sans réponse du premier ministre.

Sans doute trop confiant, le FLNKS livre, le 2 mai 1988, son analyse à l'Agence kanak de presse : « *A défaut de solutions politiques de rechange, Jacques Chirac et son ministre de la défense [André Giraud] n'hésitent pas à jeter l'armée contre cet ennemi intérieur, le FLNKS. Dans l'histoire de la République française, à chaque fois que les militaires prennent le pas sur les politiques, cela aboutit fatalement à des guerres civiles ou à des aventures putschistes.* » Il ajoute : « *Les prisonniers d'Ouvéa sont en bonne santé et bien traités, ce qui exclut toute intervention d'ordre humanitaire.* » Le 3 mai, il ajoute encore : « *Il semble que l'on en restera là, à un statu quo, jusqu'à la fin du second tour des élections présidentielles.* »

Mais le FLNKS, à 20 000 kilomètres de Paris, ne mesure pas à quel point il est vain d'essayer de réunir

autour d'une table l'Elysée et Matignon en pleine élection présidentielle. Les accrocs entre François Mitterrand et Jacques Chirac sur le dossier néo-calédonien ont été récurrents depuis mars 1986. Le président de la République prône l'indépendance-association, qui n'a pu voir le jour après la défaite du Parti socialiste aux législatives de 1986. Le premier ministre, Jacques Chirac, et son ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer, Bernard Pons, ne jurent, eux, que par une Nouvelle-Calédonie française.

## Visions irréconciliables

Le 28 avril, le débat télévisé d'entre-deux-tours entre Mitterrand et Chirac montre deux visions irréconciliables sur la Nouvelle-Calédonie. « *Ce qui compte, affirme alors le chef de l'Etat, c'est de délivrer les otages, mais ce qui compte toujours, c'est le dialogue. Or le gouvernement a choisi la brutalité et choisit d'ignorer la moitié de la population (...). On ne peut assurer l'harmonie dans l'injustice et l'oppression, il faut que les terres ne soient pas confisquées au bénéfice de quelques-uns. Il y a des fortunes immenses qui se sont bâties là-bas en face de la pauvreté.* » Jacques Chirac rétorque : « *En réali-*

*té, une action a été conduite et amplifiée de dialogue, et qui fait qu'une très large partie des Mélanésiens sont aujourd'hui en faveur de la solution qui consiste à rester dans la République (...). Pendant les gouvernements socialistes, il y a eu l'exaspération, 32 morts, des centaines de blessés, des maisons incendiées, des femmes violées.* »

Le 7 mai 1988, veille du second tour et deux jours après l'assaut de la grotte, le premier ministre lâche au sujet des Kanak impliqués dans les événements d'Ouvéa : « *La barbarie de ces hommes, si l'on peut les appeler ainsi.* » Mais, bouleversé par le sang versé, Jacques Lafleur, chef du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, principal parti anti-indépendantiste, s'engage, lui, sur le chemin de la paix, dont il sera l'un des principaux artisans avec Jean-Marie Tjibaou lors des accords de Matignon, signés le 26 juin 1988, sous l'égide du gouvernement de Michel Rocard, nommé après la réélection de François Mitterrand.

Interrogé par Le Monde, l'ancien patron du GIGN Philippe Legorjus assure n'avoir jamais eu connaissance de cette négociation parallèle. « Le général Jérôme, chef de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie, et son état-major étaient, comme moi, opposés à un assaut qui laissait peu de chances aux otages, mais les militaires sur le terrain agissaient sous les

ordres du général Vidal, très marqué par les méthodes tirées de la guerre d'Algérie, à l'instar de l'entourage du premier ministre et du chef d'état-major des armées, enclins à en découdre. Selon moi, tout a basculé dès le 22 avril, quand le gouvernement a dessaisi la gendarmerie au profit des forces armées. Cela revenait à faire la guerre sur le sol français. »

Le 4 mai 1989, un an après l'assaut, alors que Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné assistent, à

Ouvéa, à la levée de deuil en souvenir des dix-neuf Kanak tués, Djubelly Wéa, élu local et chef spirituel de la tribu de Gossanah, les abat avec son arme. A ses yeux, ils avaient trahi en signant les accords de Matignon après avoir abandonné leurs militants dans la grotte. C'est la sidération. La France perd ses deux interlocuteurs privilégiés sur le chemin étroit de la réconciliation.

Jacques Follorou